

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE MONO-ATTRIBUTAIRE DE FOURNITURE ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

I.N.S.A.
Pôle Marchés
135 Avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Appel d'offres ouvert
En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-012 : **Maintenance et fourniture de matériels audiovisuels**













IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

Code NACRES : IF.01, IF.11, IE.34, IE.32
<u>Organisme de publicité</u> : PLACE, JOUE, BOAMP
<u>Service instructeur</u> : Service infrastructures

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services <u>Objet</u> : Maintenance et fourniture de matériels audiovisuels
	<u>Acheteur</u> : INSA TOULOUSE 135 avenue de Rangueil 31077 - TOULOUSE Cedex 4
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE Cedex 4
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée de l'accord-cadre est de 12 mois. Le marché est reconductible. Le nombre de reconductions, ainsi que leurs conditions, sont précisés au sein du présent document.
	Le marché est à partie forfaitaire et partie unitaire.
	L'accord-cadre est révisable.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Sans objet
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	5
1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELLE DE L'ACHETEUR.....	5
1.2. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC	5
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 3. DURÉE.....	5
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE	6
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	7
7.1. SOUS-TRAITANCE	7
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX	8
8.2. CONTENU DU PRIX.....	8
8.3. VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 9. AVANCE.....	9
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT	9
11.1. DELAJ DE PAIEMENT	9
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	10
11.3. FACTURATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	11
ARTICLE 13. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 14. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	11
ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	12
ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
16.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	13
ARTICLE 17. ADMISSION.....	13
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE	13
ARTICLE 19. MAINTENANCE.....	13
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	14
ARTICLE 20. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	14
ARTICLE 21. INTERVENANTS	14
ARTICLE 22. MODALITES D'EXECUTION	14
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	16
ARTICLE 23. PÉNALITÉS ET PRIMES	16
ARTICLE 24. MESURES COERCITIVES.....	16
ARTICLE 25. CAS DE RÉSILIATION	17
ARTICLE 26. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	17
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	19
ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	20

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Représentant de l'acheteur

1.1. Nom et adresse officielle de l'acheteur

I.N.S.A. de Toulouse
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Télécopie : 05 61 55 95 00
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

1.2. Type d'acheteur public

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Article 2. Objet de l'accord-cadre

Objet du marché : Maintenance et fourniture de matériels audiovisuels.

La présente consultation a pour objet des prestations de maintenance préventive, corrective et fourniture d'équipements audiovisuels pour l'INSA Toulouse.

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire à bons de commandes pour les prestations ponctuelles de fournitures de matériels et pour la maintenance corrective.

Les prestations à bons de commandes sont passées sans montant minimum et avec un montant maximum de 50 000 €HT/an.

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2125-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Lieu de prestation du service : INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE Cedex 4

Article 3. Durée

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de la notification en LRE au 31 décembre 2025.

Puis le marché est renouvelable tacitement 3 fois un an à compter 1^{er} janvier au 31 décembre.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution sera fixé au sein de chaque bon de commande.

La maintenance préventive sera réalisée sur la base du planning tel que défini tous les ans (courant juin).

La maintenance corrective sera réalisée selon les délais tels que fixés dans le CCTP.

La fourniture et pose de nouveaux matériels sera réalisée selon le délai tel que fixé dans le devis établi par le titulaire du marché.

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire sera sanctionné par l'application de pénalités de retard

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Article 4. Accord-cadre

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

Article 5. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (annexe 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et annexe 2 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU))
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses annexes (annexe 1 : inventaire, annexe 2 : plan de masse)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Annexe 1 au RC : cadre de mémoire technique
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Annexe 1 CCAP – RGPD

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

La copie de l'original du marché public revêtue d'une mention indiquant qu'elle est délivrée en unique exemplaire, ou le certificat de cessibilité de créance, ne seront délivrés que sur demande du titulaire (article L2191-8 du Code de la Commande Publique).

Personne habilitée à donner les renseignements : Pôle Marchés (pole-marches@insa-toulouse.fr)

Comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent comptable, Stéphanie PAYET

Cession ou nantissement – cotraitance :

En cas de groupement d'opérateurs, les articles R2191-52 à R2191-53 du Code de la Commande Publique précisent à qui ces documents sont délivrés.

Cession ou nantissement – sous-traitance :

En cas de sous-traitance, les articles R2193-5 à R2193-8 du Code de la Commande Publique précisent les obligations du titulaire relatives à la cession et au nantissement de créances.

Article 6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS.

Attestations :

Avant la conclusion du marché, le titulaire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations telles que prévues aux articles D8222-5 ou D8227-7 du code du travail. A défaut le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Article 7. Intervenants

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

7.2. Groupeement d'opérateurs économiques

Si le groupeement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupeement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupeement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupeement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupeement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupeement.

Si le titulaire est un groupeement conjoint, le mandataire du groupeement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupeement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

Article 8. Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par l'acheteur au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par l'acheteur dans le bordereau des prix.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin.

8.2. Contenu du prix

Les prix du marché sont forfaitaires et unitaires.

Prix forfaitaire : maintenance préventive (DPGF)

Prix unitaires : maintenance corrective et fourniture et installation de matériels (émissions de bons de commandes sur la base du BPU ou sur catalogue ou sur devis avec application des coefficients tels que mentionnés dans le BPU établis par le titulaire du marché, délais au fur et à mesure des besoins).

Pour les achats sur devis : le titulaire devra fournir un devis dans les 8 jours de la demande par l'INSA.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire du marché s'engage à faire bénéficier l'INSA de toute offre promotionnelle qu'il est susceptible de pratiquer pendant toute la durée du marché.

8.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de la remise des offres, ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont fermes la première année puis pourront être révisés une fois annuellement à la date anniversaire du marché, sur demande du titulaire adressée par LRAR ou LRE au Pôle Marchés de l'INSA 15 jours avant la date anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs seront applicables si l'INSA les valide expressément.

A défaut de communication des nouveaux tarifs dans le délai sus visés, les tarifs en cours seront maintenus.

La précision du calcul doit être de 2 décimales.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,15 * c1-3m/C1 + 0,15 * c2-3m/C2 + 0,70$

où

c1 = indice ICHT-IME - Indice des taux de salaire horaire des ouvrier - Industries mécaniques et électriques (IME) : postes 25-26-27-28-29-30-33 du niveau A88 en vigueur à la date de renouvellement du marché moins 3 mois

C1 = indice ICHT-IME - Indice des taux de salaire horaire des ouvrier - Industries mécaniques et électriques (IME) : postes 25-26-27-28-29-30-33 du niveau A88 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

c2 = indice 10764276 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 – Réparation de machines et équipements mécaniques en vigueur à la date de renouvellement du marché moins 3 mois

C2 = indice 10764276 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 – Réparation de machines et équipements mécaniques en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

Article 9. Avance

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

Article 10. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

Article 11. Modalités de paiement

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

service.facturier@insa-toulouse.fr

Stéphanie PAYET
Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
INSA TOULOUSE
135 avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE Cedex 4
Tél. : + 33 (0)5 61 55 93 15

11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L2192-1 à L2192-7 du code de la commande publique.

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO.

Les factures transmises par tout autre moyen ne seront pas traitées.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Contenu de la demande de paiement :

L'unité monétaire est l'euro.

Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

INSA, service facturier, 135 avenue de Rangueil, 31077 Toulouse, France

Numéro de SIRET : 193 101 524 00018

Numéro de TVA intracommunautaire : FR.20.193.101.524

Numéro de code service : pas de code service

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales :

- le numéro de'EJ
- le nom ou la raison sociale du créancier
- le cas échéant la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- le numéro du compte bancaire ou postal
- le numéro de l'accord cadre
- la désignation de l'organisme débiteur
- la date d'exécution ou de livraison
- la nature des prestations réalisées
- le montant des prestations admises conformément aux prix du contrat HT
- le taux et le montant de la TVA
- tout rabais, remise, ristournes
- le montant total TTC
- la date de la facture

Pour la maintenance préventive, le paiement se fera une fois annuellement après la remise de l'ensemble des documents tel que précisé dans le CCTP.

Pour la maintenance corrective et les prestations à bons de commande, le paiement se fera une fois le service fait (admission des prestations).

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

Article 12. Modalités de communication entre les parties

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande (maintenance corrective et commande de matériels) sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature, quantité et la description des prestations à effectuer
- le montant du bon de commande
- les délais d'exécution ou de livraison (date de début et de fin)
- les lieux d'exécution ou de livraison des prestations
- le montant du bon de commande HT et TTC

Le délai d'exécution démarre à compter de la réception par le titulaire du bon de commande. Les bons sont notifiés par voie dématérialisée (adresse mail communiqué par le titulaire du marché dans son offre).

Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne dans son offre.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 5 jours maximum à compter de la réception du bon de commande pour faire part de ses observations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après expiration du marché.

Article 13. Exécution des prestations

Lieux d'exécution :

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des lieux et de ses équipements (annexe 3).

Les modalités d'accès aux locaux sont précisées dans le CCTP

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le titulaire fait son affaire de disposer d'un stock de fournitures courantes telles que précisées dans l'inventaire.

Aussi, il s'engage à enlever tous ses déchets après chacune de ses interventions.

Article 14. Développement durable

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

En cohérence avec ses engagements relatifs au développement durable, l'INSA Toulouse entend réduire son impact environnemental, notamment en travaillant avec ses fournisseurs afin que ces derniers développent une démarche vertueuse tout au long du cycle de vie des matériels et prestations

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-012 : Maintenance et fourniture de matériels audiovisuels

Ainsi, l'INSA porte une attention particulière aux conditions d'exécution des prestations et à la qualité des matériels, objet de ce marché.

En complément du CCAG, le titulaire précisera dans son mémoire technique les mesures détaillées prises (de la fabrication à la fin de vie des produits) dans le cadre du développement durables. Ces mesures seront valorisées dans l'analyse et une attention particulière sera portée sur celles-ci pendant l'exécution du marché. En cas de non-respect, des pénalités seront appliquées.

Si en cours d'exécution, de nouveaux procédés permettent de réduire l'impact environnemental, le titulaire devra les proposer à l'INSA Toulouse et le contrat sera modifié

Article 15. Prestations supplémentaires et modifications

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les parties ne pourront pas être tenues pour responsables de tout manquement à l'une des obligations mises à leur charge par le contrat et qui résulteraient d'un cas de force majeure tel que caractérisé par la jurisprudence.

Dans la mesure où un tel cas de force majeure se poursuivrait pendant une durée supérieure à un mois, le prestataire et l'INSA conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements réciproques.

Si aucun accord n'était possible, ces engagements pourraient alors être dénoncés par l'une ou l'autre des parties, sans indemnité, sur simple notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre recommandée électronique.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Les clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat
- modification des annexes financières
- modalités relatives à la maintenance (nombre de matériels à maintenir) ou aux conditions d'exécution du contrat
- modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues
- changement de dénomination du titulaire
- fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et des obligations du marché vers une nouvelle société
- ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle ou clauses ambiguës

Article 16. Propriété intellectuelle

16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

Article 17. Admission

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Article 18. Délai de garantie

Le délai de garantie est de 24 mois calendaire à compter de la date d'effet de la réception (maintenance corrective et fourniture et pose de nouveaux matériels).

Article 19. Maintenance

Par dérogation à l'article 32 du CCAG fournitures courantes et services, Les prestations de maintenance préventive et corrective sont décrites dans le CCTP.

Marchés comportant des prestations de maintenance :

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG fournitures courantes et services, la rémunération du titulaire au titre de la maintenance est précisée dans le CCTP.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

Article 20. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 21. INTERVENANTS

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Le service Patrimoine de l'INSA Toulouse (patrimoine@insa-toulouse.fr) assure le suivi technique, administratif et financier pour toutes les questions relevant du présent marché

Représentant du titulaire :

Le titulaire présentera dans son offre l'équipe qui interviendra au titre des prestations listées dans le marché.

Si en cours de marché, l'équipe venait à être modifiée (ajout, suppression ou remplacement de personnels), le titulaire du marché informera le pouvoir adjudicateur sans délai. Il fournira à l'appui de sa demande les CV et qualifications du ou des nouveaux intervenants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou de refuser le ou les nouveaux intervenants.

Article 22. MODALITES D'EXECUTION

1/ Réunions

Réunion de démarrage :

Après la notification du marché, une réunion sera organisée dans les locaux de l'INSA.

Lors de cette réunion, les attendus du prestataire seront précisés.

Après avoir revu l'inventaire des matériels, un planning prévisionnel pour la maintenance préventive sera rédigé et validé par les parties pour la première année du marché.

Ce planning sera revu chaque année (courant juin).

Réunion annuelle :

L'INSA organisera une réunion annuelle afin de faire un bilan des actions menées (maintenance, achats et bilan environnemental) et définir s'il y a lieu des axes d'amélioration.

2/ Documentations techniques des matériels :

Le titulaire s'engage à communiquer l'ensemble des documentations techniques (manuels, ...) nécessaire pour l'utilisation des matériels en français sur support physique ou électronique au plus tard à la mise en place des matériels.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix pendant toute la durée du marché.

3/ Formation :

Le titulaire du marché s'engage à former un représentant de l'INSA après la pose d'un nouvel équipement.

4/ Livrables :

Le titulaire s'engage à remettre l'ensemble des livrables tel que défini dans le CCTP (compte rendu de chaque maintenance corrective et de la maintenance préventive).

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

Article 23. Pénalités et primes

Perte de badge d'accès : 15 €/badge

Pénalité journalière pour le retard d'exécution du planning de la maintenance préventive : 500€/jour de retard

Pénalité pour non remise du compte rendu de la maintenance préventive : 100€/jour de retard

Pénalité pour non-respect du délai de prise en charge du ticket : 50 €/heure de retard

Pénalité pour non-respect du délai de 1 jour pour venir sur site dans le cadre de la maintenance corrective : 500€/jour de retard

Pénalité pour non-respect du délai de transmission du devis : 100€/jour de retard

Pénalité pour non-respect du délai d'intervention tel que précisé dans le devis : 100€/jour de retard

Pénalité pour non-respect du délai de pose des nouveaux matériels tel que précisé dans le devis : 100€/jour de retard

Pénalité pour non remise du compte rendu de la maintenance corrective : 100€/jour de retard

Pénalité pour défaut de nettoyage : 100€ à simple constatation

Pénalité dans le cadre de travail dissimulé :
-10% du montant forfaitaire annuel

Pénalités dans le cadre développement durable :

Pénalité pour défaut de tri : 100€ à simple constatation

Pénalité pour déversement de produits dangereux sur la voie publique /déversement essence sur voirie ou autre : 100€

Pénalités pour non-respect des engagements pris dans le cadre de mémoire technique, notamment les outils mis à disposition tel que par exemple une plateforme pour gérer les incidents : 100€ à simple constatation

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable et quel que soit le montant. Elles sont calculées en jour calendaires ou en heures et seront appliquées sur les factures. Les pénalités sont cumulables. Elles ne sont pas plafonnées.

Dérogations relatives aux pénalités pour indisponibilité dans les marches de maintenance :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable et quel que soit le montant. Elles sont calculées en jour calendaires ou en heures et seront appliquées sur les factures. Les pénalités sont cumulables. Elles ne sont pas plafonnées.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

Article 24. Mesures coercitives

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 25. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Article 26. Litiges et différends

Les parties tenteront de régler à l'amiable tout éventuel litige préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

Règlement amiable des litiges :

CCIRA de Bordeaux

Adresse postale :

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

CCIRA de Bordeaux - Mme Stéphanie MARCON

Cité Administrative

2, rue Jules Ferry

33090 BORDEAUX Cedex

Contact :

Stéphanie MARCON

Secrétariat du CCIRA de Bordeaux

Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif, 68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse.

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr Internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif, 68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr Internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Le tribunal peut être saisi par courrier, télécopie et via l'application informatique « télé recours »
(lien : <http://www.telerecours.fr>)

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 3.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 10.1.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 32 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

5. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

6. Documentation et conformité

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
Marché n° 2025-012 : Maintenance et fourniture de matériels audiovisuels

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE)

2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du	

responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT A GARANTIR LA SECURITE DES DONNEES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	

Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	
Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	